

Saint-Siège

Les drones

En rappelant la préoccupation de l'Église face à la prolifération des drones, Mgr Tomasi, représentant du Saint-Siège auprès de l'ONU, a insisté sur le fait que la guerre devait rester maîtrisée par les hommes, et les machines se devaient d'être la continuité de la pensée et de l'action des soldats. Le danger des drones, c'est qu'ils développent une autonomie de frappe qui déshumanise la guerre et qui engendre des problèmes éthiques face aux dégâts qu'ils peuvent provoquer en posant la question de la responsabilité de celui qui a déclenché l'action. « Les machines ne peuvent pas remplacer l'homme dans les décisions de vie et de mort ». Et plus loin d'ajouter : « L'intervention humaine significative est absolument essentielle dans les décisions affectant la vie et la mort d'êtres humains [en effet] les systèmes d'armes autonomes ne pourront jamais remplacer la capacité humaine de raisonnement moral ».

Ces propos ont été prononcés lors d'une réunion d'experts sur les systèmes d'armes autonomes létales, grande réflexion de la guerre actuelle. Les drones ont l'avantage de pouvoir préserver la vie des soldats, qui peuvent ainsi agir et tuer à distance, mais ils mettent en danger la vie des civils, qui subissent les effets de ce que l'on appelle pudiquement les dégâts collatéraux. Si rien n'est fait, les guerres du futur pourraient devenir des guerres sans mort côté militaire, mais avec une forte mortalité côté civil.

Si les arguments de l'Église sont employés dans un contexte nouveau, leur élaboration émane de plusieurs siècles. En rappelant la primauté de l'homme dans l'actionnement des armes, Mgr Tomasi rappelle la doctrine de l'Église élaborée à l'époque médiévale, au moins à partir du concile de Latran II (1139), quand celle-ci a condamné l'usage de l'arbalète.

« Nous défendons sous peine d'anathème que cet art meurtrier et haï de Dieu qui est celui des arbalétriers et des archers soit exercé à l'avenir contre des chrétiens et des catholiques. » (Canon 29)

Pourquoi cette interdiction ? Parce qu'en usant d'arbalète et d'archer, le soldat ne sait pas vraiment qui il peut toucher. Soit que la flèche parte sur une cible qui n'était pas vue par le tireur, soit qu'elle rebondisse et touche une tierce personne, il y a un risque de dégât collatéral ; à l'inverse du combat à l'épée où l'on affronte directement son adversaire. Il est intéressant de constater une grande stabilité, de 1139 à 2014, dans la réflexion sur l'usage des armes, avec

cette volonté constante de ne pas déshumaniser la guerre, et de ne pas permettre au soldat de se défaire de ses responsabilités et de pouvoir affirmer seul qu'il a donné la mort.

On peut s'interroger sur la raison qui interdit l'usage de ces armes contre les seuls chrétiens. C'est essentiellement par souci de justice. L'interdiction n'est valable que si tout le monde la respecte, sinon il y a un déséquilibre flagrant entre les partis, et le risque que les soldats chrétiens perdent le combat en s'interdisant l'usage d'armes modernes. Face à des peuples qui n'ont pas les mêmes scrupules moraux, l'Église autorise l'usage de ces armes afin de ne pas défavoriser les soldats consciencieux. Nous retrouvons là un autre thème de la pensée morale de l'Église, qui est celui de la réciprocité et de l'égalité de traitement, cette fois-ci accordé à l'art militaire.

Que les décrets de Latran II n'aient pas été respectés rappelle le dur combat à mener pour une humanisation de la guerre, premier pas vers son abolition.

Accord Chine / Saint-Siège : brûler le poisson ou noyer le dragon ?

Depuis longtemps courrait le bruit d'un accord imminent entre le Saint-Siège et la République populaire de Chine, mais son annonce le 22 septembre est néanmoins une surprise. Il est l'aboutissement d'un long processus débuté sous Jean-Paul II et poursuivi avec Benoît XVI. Après la chute de l'URSS (1991) et l'ouverture de la Chine au monde, beaucoup pensait que Pékin allait ouvrir ses bras à Rome. Il n'en fut rien. Cet accord « provisoire » comme le rappelle le communiqué de presse, est le début d'un processus visant à réparer le schisme de fait de 1951 qui sépare les catholiques entre ceux qui sont restés fidèles à Rome et ceux qui se sont ralliés à l'Église officielle du Parti. Entre les deux, une large zone grise, de clercs et de laïcs qui naviguent au gré des évolutions du régime. L'enjeu de cet accord est la liberté religieuse et l'indépendance de l'Église à l'égard du pouvoir communiste. Il permet la reconnaissance par Rome de sept évêques ordonnés sans son accord et qui sont ainsi réintégrés dans l'Église. Pour le Saint-Siège, l'accord permet aussi la nomination de futurs évêques, avec un moindre contrôle de Pékin. Comme l'a précisé le porte-parole du Saint-Siège, Greg Burke, cet accord n'est que le début du processus de dialogue et de reconnaissance, non la fin. Du reste, il s'agit d'un accord provisoire. Il reste donc encore à se mettre d'accord sur un traité définitif. La diplomatie pontificale n'est donc pas arrivée à son terme, et les diplomates vont devoir continuer à s'activer.

Répression et rééducation pour les catholiques

Des doutes subsistent toutefois sur les intentions de Pékin, doutes qui valent l'opposition de Joseph Zen, le cardinal de Hong Kong. L'accord survint en effet dans un contexte de répression accru des autorités chinoises à l'égard des catholiques.

À Yining, dans le Xinjiang, à 700 km à l'ouest de la capitale de la région, vit une communauté catholique très minoritaire. Le 27 février 2018, la croix et les deux dômes de l'église ont été détruits, la façade a été martelée pour y retirer les statues des saints. Pour les autorités, la croix représente « l'infiltration d'une religion étrangère ». D'autres destructions de ce type ont eu lieu ailleurs au Xinjiang. Le gouvernement a interdit aux chrétiens de prier, y compris chez eux, sous menace d'être arrêtés et d'être conduits en service de rééducation. Les enfants et les adolescents n'ont plus le droit d'entrer dans les églises. Les autorités politiques mènent une nouvelle révolution culturelle afin de siniser la population. Pékin cherche à ce que les religions s'adaptent aux théories socialistes. Certes, l'islam est visé par la sinisation, et notamment les communautés musulmanes du Xinjiang qui espèrent créer un califat autonome en Asie centrale. Mais c'est aussi le christianisme qui est en ligne de mire, d'où les doutes au sujet de cet accord.

Les destructions de Yining ont eu lieu une semaine après la rencontre entre les autorités du Vatican et de la Chine au sujet d'un possible accord diplomatique quant à la nomination des évêques dans le pays. Entre le dire et le faire, Pékin place toujours une distance.

D'autres cas de persécutions religieuses ont eu lieu dans le pays, avec à chaque fois le même principe : églises détruites et fidèles persécutés. Le 20 avril dernier, c'est l'église de Hutuo (province de Henan, centre de la Chine) qui a été complètement détruite et la tombe de l'évêque de Looyang, qui n'était pas reconnu par le régime, qui a été profanée. Son corps a été retiré du cercueil pour être jeté dans une fosse commune. Comme ailleurs, les enfants ont été interdits d'entrer dans les églises. Enfin, le gouvernement a annoncé aux parents fonctionnaires et aux retraités que s'ils continuaient à fréquenter l'Église catholique, ils ne recevraient plus de salaires et de pensions.

Monseigneur Li Hongye (1920-2011) fut évêque de Luoyang. Il a passé plusieurs décennies en camp de rééducation et a ensuite été arrêté plus d'une douzaine de fois et mis régulièrement en prison. Il a toujours refusé de s'aligner sur le Parti communiste et il est resté fidèle à Rome. Sa tombe a été profanée par les autorités pour effacer sa mémoire et éviter qu'un culte soit rendu à ce martyr.

À Zhengzhou, lors du dimanche de Pâques, la police politique du régime est entrée dans l'église pour expulser les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. Le gouvernement a en effet interdit aux mineurs de recevoir une éducation chrétienne et de fréquenter les églises. Chaque dimanche, des policiers politiques sont présents dans les églises pour surveiller les fidèles et arrêter les enfants qui voudraient entrer. Ceux-ci sont ensuite conduits en camp de rééducation. En Chine occidentale, le dragon brûle le poisson.

Pour les autorités catholiques, ces arrestations sont des tests lancés par le gouvernement pour voir comment réagissent les autorités vaticanes. Pour l'instant, ces persécutions n'ont lieu que dans le Xinjiang et dans le centre de la Chine, là où les catholiques sont une très faible minorité. En fonction des réactions de l'étranger, les autorités pourront appliquer la même politique dans les grandes zones urbaines, là où les catholiques sont davantage présents.

La liberté religieuse est incompatible avec le communisme

La Chine reste un pays communiste, influencée par la pensée de Mao, sur les pas duquel Xi Jinping pose les siens. Son long discours lors du congrès du PCC en octobre 2017 a remis en marche la pensée de Mao. Xi cherche à développer le nationalisme et à siniser la culture, ce qui est une autre forme de révolution culturelle, qui fait craindre le pire aux minorités. Les répressions dont sont victimes les catholiques dans les zones périphériques de la Chine leur donnent raison.

L'ouverture à la mondialisation et les projets de puissance mondiale ne doivent pas faire oublier que le communisme n'est pas compatible avec la liberté religieuse. Comme l'a démontré le cas de l'URSS et comme l'avait théorisé Friedrich Hayek, la liberté religieuse conduit inévitablement à la liberté politique. Or la liberté politique, en Chine, signifie la fin du parti unique et donc du communisme. Avec les dictatures, le Saint-Siège a toujours privilégié le dialogue plutôt que la confrontation, la victoire sur le long terme plutôt que les succès de pacotille du moment. Sans armée et sans arme économique, le Saint-Siège n'a pas d'autre choix possible que le dialogue. C'est cette vision diplomatique qui est une nouvelle fois à l'œuvre en Chine. Le Vatican cherche à pousser la Chine dans ses contradictions pour aboutir à la liberté religieuse.

Cet accord est-il un coin enfoncé dans le mur chinois pour le faire tomber, comme Jean-Paul II avec l'URSS dans les années 1980, ou un aveuglement face à la réalité libéricide d'un régime oppresseur, comme le fut l'Ostpolitik des années 1970 ? Nul ne peut encore le savoir. Si le communiqué du Saint-Siège tient à préciser que cet accord est provisoire et qu'il enclenche un processus, c'est que personne, ni à Pékin ni à Rome, ne sait vers quoi il va aboutir. Le Saint-Siège compte sur son plus fidèle allié, le temps, pour arriver à ses fins, la liberté. Le poisson espère bien noyer le dragon.

Ukraine

Constantinople et Moscou. Indépendance de Kiev. Greco-catholique.

[Synode de Brest-Litovsk](#) de 1596, qui donne naissance à l'Église gréco-catholique ukrainienne.

Approfondir le rapprochement

Ce voyage est dans la continuité du rapprochement opéré entre l'Église orthodoxe russe et Rome, un rapprochement voulu par Jean-Paul II, continué sous Benoît XVI et poursuivi sous François. Rapprochement qui a culminé avec la présence du numéro 2 de l'Église russe lors de la messe d'intronisation du pape actuel, une première, et avec la rencontre entre le pape François et le métropolite Kirill à La Havane en janvier 2016. Les fractures théologiques demeurent entre les deux Églises, l'union des catholiques et des orthodoxes n'est pas encore à l'ordre du jour. Du reste, cette union, certes désirée par la partie catholique, l'est assez peu par la partie orthodoxe : la formation en Églises nationales autocéphales date des premiers siècles du christianisme et la rupture avec Rome est bien antérieure à la date formelle de 1054. Il n'y a

donc pas d'avance à espérer sur le plan œcuménique, si ce n'est une meilleure compréhension, un dialogue mutuel et la défense de valeurs communes ; ce qui est déjà un progrès en soi.

Une vision du monde partagée

Rome et Moscou partagent de nombreux points de vue sur la situation mondiale, le dossier syrien étant celui où ils sont les plus proches. Le Saint-Siège n'a jamais été convaincu par une opération militaire visant à renverser Bachar Al-Assad, le pape François s'y opposant fermement en septembre 2013. La lutte contre le terrorisme et contre l'État islamique, la défense des chrétiens d'Orient sont des objectifs partagés. Le Saint-Siège est le seul État occidental à avoir maintenu ses ambassadeurs en Irak et en Syrie et le seul à encore disposer d'un réseau de renseignement capable de l'informer sur la situation réelle de la région. Les œuvres caritatives catholiques sont en pointe dans l'aide apportée aux populations civiles, ce qui assure une présence réelle des catholiques dans cette zone en crise. Le Saint-Siège n'a jamais soutenu les politiques de rétorsions et de sanctions envers Moscou, considérant ce type d'action comme inutile et injuste.

Le Caucase est également un dossier discuté lors du voyage du cardinal Parolin. Cette région montagneuse est à la fois une fine marqueterie de peuples et de spiritualités et un des berceaux et des viviers du djihadisme. La Russie le combat là-bas depuis les années 1990 ; la violence de la guerre de Tchétchénie en témoigne. Les chancelleries occidentales n'ont pas compris que la guerre du Caucase était en lien avec le djihadisme mondial dont les ramifications passent par la Syrie, l'Albanie, le Mali et les quartiers musulmans d'Europe. Au contraire du Saint-Siège puisque le Pape ne cesse d'évoquer « une guerre mondiale par morceaux » qui secoue le monde depuis plusieurs années. Cette guerre par morceaux a certes plusieurs causes et plusieurs manifestations, mais la prolifération des métastases du cancer djihadiste en est l'un des aspects les plus essentiels. Moscou comme Rome partagent la conviction qu'un fil idéologique relie les événements de Mossoul, de Centrafrique, de Libye et des attentats en Europe, et que la réponse à ces événements ne peut être que commune.

Réaffirmer la foi

Autre point d'accord et d'échange entre les deux parties, la présence de l'Évangile en Europe. Le cardinal Parolin, comme ses homologues russes, est préoccupé de l'effacement de fait des valeurs évangéliques. La nouvelle Ostpolitik du Saint-Siège vise à établir des ponts entre l'Est et l'Ouest pour revivifier une Europe qui s'est quelque peu détournée de sa sève originale qu'est le christianisme. Le Christ effacé, c'est l'homme qui est aboli, et la paix et la justice qui sont annihilées. Les autorités religieuses, à Moscou comme à Rome, sont convaincues que les crises diplomatiques et militaires sont d'abord des crises spirituelles et que la voie de la résolution des crises mondiales ne peut pas faire l'impasse sur la réaffirmation de la foi.

L'épine ukrainienne

Les rapprochements diplomatiques et œcuméniques des dernières années ne peuvent faire oublier le contentieux au sujet de l'Ukraine. Si le Saint-Siège n'est pas défavorable au retour de la Crimée en Russie et n'a pas d'opposition manifeste à l'égard de la population russophone d'Ukraine, ce qui contente Moscou, la question des gréco-catholiques est la grande épine dans le pied du rapprochement. Ces derniers n'ont pas apprécié de ne pas être évoqués lors de la rencontre de Cuba. Ils craignent d'être sacrifiés sur l'autel de la diplomatie et que le Vatican ne cède aux revendications de Moscou alors que cette Église a toujours été fidèle à Rome puisqu'elle a refusé le schisme du patriarcat de Moscou pour demeurer sous obédience romaine. Le fossé est très grand entre cette Église et Moscou : le patriarcat russe ne lui accorde aucune légitimité et les gréco-catholiques craignent le nationalisme russe et ont peur d'être persécutés en cas d'annexion de l'Ukraine par la Russie. Ils demandent toujours en vain le retour de leurs terres et de leurs bâtiments volés sous Staline pour être attribués à l'Église orthodoxe. Le cardinal Parolin a évoqué ce sujet complexe, qui ne sera pas résolu par ce seul voyage, mais qui demeure un mur dans des relations apaisées.

Asie centrale

1/ La guerre en Afghanistan

L'ordre et la horde. Confins géopolitique du monde. Pivot géographique de l'histoire.

1885 : les Russes achèvent leur expansion militaire dans l'oasis de Panjdeh, qui forme alors la frontière turkméno-afghane. Frontière de confins qui existe encore aujourd'hui. Nomades et sédentaires.

Pour Brzezinski, l'Asie centrale est les Balkans de l'Asie. Il s'agit d'une zone de pouvoir vacant. Donc rivalités et conflits sur cette zone vacante pour y établir un nouveau pouvoir, un nouveau nomos. L'ordre spatial de l'Asie centrale est dû à la prise de terre de 1885. Les rivalités ultérieures n'ont pas changé cette donne. Importation des concepts juridiques occidentaux de frontière linéaire et d'Etat-nation, qui va de pair avec la sédentarisation.

Pour la Russie, étranger proche, sphère d'intérêts vitaux, relations particulières. Les djihadistes veulent remettre en cause l'état de fait mis en place en 1885. Mais cela nuirait grandement aux intérêts vitaux de la Russie, qui serait donc obligée d'intervenir.

2001 : Intervention de l'Otan.

En 2004, 10 000 soldats de la coalition internationale + 20 000 soldats US. Se fait sous l'égide de l'ONU.

2008 : 70 000 soldats étrangers.

2009 : 113 000 dont 70 000 US

2012 : 150 000 soldats dont 100 000 US

2014 : 58 000 soldats dont 38 000 US

Ajouter les SMP.

En 2017, le coût de la guerre s'est élevé à 841 Mds\$.

Administration intérimaire en attendant le nouveau gouvernement.

En 2011, l'Otan recense 2 000 actes terroristes et 3 000 morts.

Entre 2001 et 2014 environ 21 000 morts.

3 487 soldats morts, dont 2 356 pour les EU et 89 pour la France.

En 2008, environ 20 000 talibans tués.

Surge : repousser pour mieux négocier.

Mantra de la démocratie : mettre la démocratie règle tous les problèmes. Pas vrai dans des zones tribales.

2015 : retrait de l'Otan de l'Afghanistan. La guerre est gérée par l'armée afghane.

Turkménistan est fragilisé par la baisse du prix des hydrocarbures, ce qui fragile son modèle économique.

Nord de l'Afghanistan : principale zone de production de l'opium. Zone du Grand Jeu. Rivalités entre la Russie et l'Angleterre, puis entre les EU et la Chine. Question aussi du passé nomade de la zone.

Une nouvelle zone grise

Difficulté d'avoir des informations. Zone dangereuse, donc peu de correspondants locaux pour recueillir l'information. Usage des sources ouvertes. Création d'une poche de Daech, formation de combattants prêts à se battre en Asie centrale. Afghanistan : 90% de la production mondiale d'opium. Transite par la frontière turkmène.

Opposition entre Daech et les Talibans, qui combattent pour la mainmise sur le territoire et qui sont en rivalité. Terrorisme est un mode d'action parmi d'autre.

2/ Nomades et sédentaires, l'évolution de la guerre

Évolutions de la guerre

Nous sommes dans **la guerre révolutionnaire**, ce qui modifie les règles classiques de la guerre.

Le combattant régulier s'inscrit dans le *jus in bello* qui lui permet de bénéficier d'une décriminalisation de l'homicide.

Dans la guerre sainte au contraire, le soldat est assassin au nom de la foi et il doit tuer pour défendre la foi.

Dans la guerre classique, l'adversaire est un être humain, il y a des règles de la guerre, un droit de la guerre que l'on doit respecter.

Dans la guerre révolutionnaire, il n'y a plus de règle et de droit. Il y a une dissymétrie juridique, qui pose un problème à celui qui continue à respecter le droit.

Affrontement entre musulmans : excommunication de l'ennemi, doctrine du takfir développée par Sayyed Qutb, frère musulman.

Théorie du partisan de Carl Schmitt. Différence entre les talibans et Daech.

Les talibans s'inscrivent dans un territoire, ils défendent un sol et une terre, ils sont telluriques. Leur engagement est lié à une délimitation du sol. Ils luttent pour l'Afghanistan et pour la mise en place d'un système islamiste dans ce pays.

Daech s'inscrit dans un projet global, qui n'est pas lié à un territoire mais à une idée. Ils sont ouraniens. Daech nie toute limite territoriale et se trouve dans une optique conquérante, et non pas défensive (pour un territoire). C'est inspiré par l'appel à la résistance islamique globale d'Abou Moussab al-Suri (2004).

Le combat mené par les Talibans les rapproche de Mao. Celui de Daech les rapproche de Lénine, ils sont révolutionnaires. Le califat a une valeur absolue au sein d'une révolution globale.

Impasse stratégique des nouvelles formes de guerre

Face à des adversaires partisans, les catégories de la guerre interétatique s'épuisent dans une impasse stratégique : pratiquer la guerre institutionnalisée des échecs contre un joueur de go sans front.

Dans la guerre juste, l'ennemi n'est pas un criminel. Il a des droits et il faut respecter ses droits.

Aujourd'hui on pense la guerre juste différemment : imposer, voire exporter la démocratie, défendre les droits de l'homme.

Aux défaites stratégiques on recherche les victoires symboliques.

La clandestinité rend les opérations armées conventionnelles quasi impossible. Surtout, c'est inopérant à court terme, intenable économiquement et politiquement dans la durée.

Phénomène hybride du terroriste, qui est à la fois partisan et gangster. C'est un combattant et un trafiquant. C'est une nouvelle forme de guerre, impalpable, informelle, évanescence, atomisée et fugace. L'enjeu de survie est le moteur de ces combattants.

Un acte terroriste pose un problème de sécurité. Mais il faut beaucoup d'actes de criminalité pour que cela pose un problème de sécurité. Le rapport à la sécurité n'est pas le même selon les crimes et les actes commis. Criminalité et terrorisme se mêlent, rendant difficile la compréhension et la distinction des deux. L'Afghanistan est conçu comme un État tampon entre l'empire russe et l'empire anglais. Plus qu'un pivot, c'est une zone de friction et de tension.

Pour Schmitt, l'empire est une puissance qui retient. La fin de l'empire signifie donc l'instabilité et le conflit.

L'empire aujourd'hui

1947 : *translatio imperii* de la GB vers les EU, du Grand jeu à la Guerre froide. L'URSS a remplacé l'empire tsariste et les EU ont pris la place des Anglais. Mais les rivalités de zone demeurent.

L'empire a un effet pacificateur à l'intérieur de son enveloppe et dissuasif sur les puissances voisines de petite taille. Les enjeux démographiques ont des conséquences politiques.

Les nouvelles routes de la soie

Après le départ des EU, la Chine sera-t-elle le nouvel empire qui retient ? La nouvelle route de la soie entoure l'Afghanistan. Que deviendra alors la Chine ? L'Afghanistan devient un enjeu pour la Chine pour assurer la sécurité intérieure.

L'empire n'est pas un choix, il est une obligation. Les grandes puissances ont l'obligation de faire usage de leur puissance et d'assumer leur rôle de gendarme et de protecteur. L'empire est le fruit d'une demande extérieure de protection et de sécurité, et les grandes puissances sont contraintes de jouer ce rôle impérial.

Cf. Rome et Carthage.

Si les grandes puissances n'assument pas ce rôle impérial, elles menacent leur sécurité et risquent l'affaiblissement. Le problème est d'arriver à mettre une limite à la puissance pour ne pas passer de l'obligation à la démesure. Les Chinois arrivent en Asie centrale, ce qui est une grande première. C'était la zone dévolue aux Russes, qui ainsi se retirent. La Chine s'est retirée de la zone en 751, après la bataille de Talas, quand elle a été vaincue et chassée par les Arabes.

Le nouvel empire se met en place par l'économie car l'économie est l'outil de puissance légitime depuis la criminalisation de la guerre d'agression au XXe siècle. Mais la guerre économique peut aussi aboutir à la paix des armes.

La nouvelle route de la soie est un acte de guerre économique qui vise à la domination politique. Le projet BRI est une opération économique avec un motif politique inavoué. Pour la Chine, il faut être la grande puissance mondiale en 2049. C'est le grand renouveau qui doit laver le siècle du déshonneur.

« Le fin du fin est de soumettre l'ennemi sans croiser le fer ». Sun Tzu.

3/ *Nomos* et droit de la guerre

Pour Lacoste, la géopolitique c'est l'affrontement et la rivalité sur un territoire.

Pour Carl Schmitt, le *nomos* définit l'ordre spatial fondamental issu d'une prise de terres, événement constitutif et première mesure qui contient en elle toutes les mesures ultérieures. Géopolitique et *nomos* se complètent : c'est l'ordre et le pouvoir sur un territoire.

Le droit est né de la terre, il est une prise de terre, une définition de la propriété privée.

En effet, en prenant la terre, on instaure un ordre juridique avec des règles applicables à cette terre. Les positivistes depuis Auguste Comte ne s'intéressent qu'à la norme en elle-même sans jamais se soucier de son origine. Il existe deux sortes de prise de terre. La première est celle au sein d'un ordre juridique existant que les autres États vont reconnaître. La seconde est celle qui va modifier le nomos existant.

Les Romains ont créé le droit des gens avec la distinction ennemi de l'extérieur (étranger) et ennemi de l'intérieur (criminel).

Définir le droit, c'est distinguer l'ordre et le chaos. Quand il n'y a plus de droit, l'ordre cesse et le chaos advient. La force armée est le moyen de maintenir l'ordre. Il peut arriver, pour des questions stratégiques, que l'on provoque le chaos pour aboutir à un nouvel ordre que l'on souhaite imposer, et qui sera le nôtre.

L'ordre spatial chrétien peut s'expliquer par ce dualisme : d'un côté, il y a les terres de mission pour les princes chrétiens mandatés par le pape et, de l'autre, il y a l'interdiction de guerre entre princes chrétiens au sein de l'Europe chrétienne. Ce devoir de paix n'a rien d'abstrait ; il est lié à des institutions tangibles comme l'Empire, l'Église ou la ville.

La campagne est le domaine du chaos (loups, brigands, etc.).

Indéniablement, le *jus publicum europaeum* aboutit à une gestion moins violente des conflits inéluctables entre groupes ou pays. En définitive, la justesse de la guerre ne provient plus d'un engagement moral ou théologique mais de la qualité du belligérant.

Le nomos, l'ordre du pouvoir, n'est pas seulement marqué par les lignes des frontières. Il est aussi marqué par les paysages, par les pensées, par les cultures. Traverser une frontière fait passer d'un nomos à l'autre, d'un ordre mental à un autre.

Le nomos est foncièrement sédentaire, il est unité d'ordre et de localisation. Le sédentaire est défini par son espace, alors que le nomade définit l'espace par rapport à lui.

Pour Gérard Chalian, le véritable antagonisme est entre le nomade et le sédentaire, pas entre la terre et la mer, la chrétienté et l'islam. Ordre sédentaire et ordre nomade sont deux approches inconciliables du « sens qui habite la terre ». (Schmitt).

L'idée de djihad est une idée de nomades. Le sédentaire est spécialisé : un policier est un policier, un soldat un soldat. Dans le monde nomade, il n'y a pas de spécialisation, il y a une plasticité de l'être : un commerçant peut être un soldat, un soldat peut devenir un trafiquant.

Idem chez les Templiers, qui sont des nomades. Ce sont à la fois des moines et des combattants.

« Celui que l'on a dépouillé de tout droit va puiser son droit dans l'hostilité » Schmitt.

Libye

Février 2011, soulèvements contre le colonel Kadhafi après 42 ans de pouvoir. Dégénèrent en guerres civiles. 0

Ingérence humanitaire de la France, suivi de Londres.

ONU : zone d'exclusion aérienne. Protéger les civils de Benghazi. Otan prend les opérations en main. Il s'agit de détruire le régime de Kadhafi. Interventions des hélicoptères français et des forces spéciales pour aider les Berbères.

20 octobre 2011 : prise de Syrte où Kadhafi était retranché. Il est arrêté et assassiné.

La Libye éclate en trois :

Cyrénaïque. Opposition entre les islamistes et les partisans de Kadhafi.

Tripolitaine. Tripoli est aux mains des milices islamistes, financées par la Turquie et le Qatar qui se livrent ainsi une guerre externe.

Misrata tombe aux mains des frères musulmans.

Les régions peuplées de Berbères deviennent quasi autonome.

Sud Libye. Divisé en deux zones qui échappent au gouvernement. Les Touaregs prennent leur autonomie. Ils vendent des armes aux Touaregs du Mali, d'où la contamination de la guerre vers le Sahara. Mouvement pour l'indépendance de l'Azawad. Les Touaregs ont servi dans l'armée de Kadhafi.

2014 : arrivée du général Haftar en Cyrénaïque. Il aida Kadhafi lors du coup d'État militaire contre le roi Idriss en 1969. Il a le soutien du clan Kadhafi.

Décembre 2016 : il est reçu à Moscou par Poutine. Les diplomates occidentaux commencent à parler avec lui. Il a le soutien de la Russie, notamment pour l'armement. Il contrôle la Cyrénaïque. La Tripolitaine est dans l'anarchie totale, avec un gouvernement fantoche.

Libye devient la terre de passage des migrants et des mafias qui les contrôlent. L'effondrement libyen a provoqué les grandes migrations, qui est une arme contre l'Europe et la guerre au Sahel.